



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

5 MAI 2006

LES ÉTATS-UNIS APPUIENT FINANCIÈREMENT L'AIDE DE L'ONU AUX RÉFUGIÉS

L'aide bénéficiera aux réfugiés du Soudan et notamment du Darfour..... 1

L'AIDE DES ÉTATS-UNIS AU PEUPLE SOUDANAIS

Document du département d'État 2

MME RICE ET LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La secrétaire d'État évoque le manque de liberté de la presse en Chine, au Zimbabwe, au Venezuela, en Russie et en Iran..... 3

LE GOUVERNEMENT BUSH PEAFINE SON PLAN DE LUTTE CONTRE UNE PANDÉMIE DE GRIPPE

Il souligne l'importance de la responsabilité individuelle 3

ESSAI CONCLUANT D'UN VACCIN CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE

Des souris et des furets vaccinés n'ont pas succombé à la souche H5N1 du virus..... 5

ENSEMBLE, LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ LUTTENT CONTRE LE PALUDISME

En combinant leurs ressources, ils obtiennent de bons résultats 6

LA DIPLOMATIE PUBLIQUE EST LA CLÉ DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Résumé des propos de Mme Karen Hughes au Congrès..... 6

LES ÉTATS-UNIS APPUIENT FINANCIÈREMENT L'AIDE DE L'ONU AUX RÉFUGIÉS

L'aide bénéficiera aux réfugiés du Soudan et notamment du Darfour.

Washington - Selon un communiqué publié le 1er mai, les États-Unis se préparent à donner plus de 17,5 millions de dollars au Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Cette contribution répond à l'appel lancé par l'HCR en faveur du retour et de la réinstallation des réfugiés soudanais dans le sud du Soudan et pour une aide et la protection des réfugiés et des personnes déplacées au Darfour.

Pour l'année budgétaire 2006, les contributions des États-Unis aux activités du HCR de par le monde s'élèvent à plus de 238 millions de dollars.

« La réponse des États-Unis aux défis mondiaux dans ces domaines reflète nos valeurs lorsqu'il s'agit de promouvoir les droits de l'homme et protéger les gens de l'exploitation ou de la coercition », fait valoir la secrétaire d'État adjointe pour la population, les réfugiés et la migration, Mme Ellen Sauerbrey, dans une publication rendue publique le 24 avril par le département d'État, précisant que les initiatives des États-Unis visant l'aide aux réfugiés sont coordonnées avec un vaste éventail d'autres acteurs.

« Nous travaillons avec nos partenaires des organisations non gouvernementales (ONG), des organismes internationaux et des organes gouvernementaux pour faire en sorte que notre monde soit un monde où la compassion répond à la souffrance et où des solutions durables soient trouvées pour les victimes de la persécution et de la tyrannie », souligne-t-elle.

Ayant assumé officiellement ses fonctions en janvier, Mme Sauerbrey s'est déjà rendue à Genève pour y avoir des consultations avec les partenaires internationaux des États-Unis et, en mars, a visité un camp de réfugiés à l'occasion d'un voyage au Kenya et en Ouganda.

Les États-Unis sont le premier pays donateur mondial au HCR.

L'AIDE DES ÉTATS-UNIS AU PEUPLE SOUDANAIS

Document du département d'État

On trouvera ci-après une fiche d'information préparée par le département d'État sur l'aide des États-Unis au peuple soudanais.

L'aide des États-Unis au peuple soudanais

Le président Bush et son gouvernement sont résolus à mettre fin à la violence et à fournir une assistance aux populations qui souffrent au Darfour. Les États-Unis sont le premier donateur mondial au Soudan, puisqu'ils fournissent plus de 86 % des produits alimentaires distribués par le Programme alimentaire mondial et qu'ils ont contribué à hauteur de plus de 1,3 milliard de dollars à la satisfaction des besoins humanitaires, de reconstruction et de maintien de la paix tant au Darfour que dans d'autres régions du Soudan.

Le président Bush et ses hauts collaborateurs travaillent sans relâche à mettre fin au génocide au Darfour. Les États-Unis œuvrent notamment en faveur de l'application des dispositions de l'Accord de paix global et du développement des institutions gouvernementales du Sud-Soudan dans le cadre de leur promotion de la paix, de la stabilité et de la transformation démocratique. Ils contribuent à réduire la mortalité et à aider plus de 3,5 millions de personnes qui subissent des actes de violence et des privations au Darfour.

L'appui des États-Unis aux pourparlers de paix au Darfour

- Les États-Unis soutiennent vigoureusement les négociations de paix qui se tiennent à Abuja (Nigeria) avec la médiation de l'Union africaine, entre le gouvernement d'unité nationale du Soudan et les mouvements rebelles du Darfour.

- Un accord de paix définitif demeure la meilleure solution à long terme pour assurer la paix et la réconciliation au Darfour.

- Les États-Unis accueillent favorablement le récent projet de texte de négociation parrainé par l'Union africaine et demandent aux parties de rechercher un règlement politique sous l'égide de l'Union africaine et du Conseil de sécurité des Nations unies dans les meilleurs délais.

L'aide des États-Unis en matière de maintien de la paix

- La Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS) qui a débuté en juillet 2004 s'est renforcée progressivement et compte aujourd'hui quelque 7.300 soldats de la force de protection, observateurs militaires, policiers civils et personnel civil d'appoint au Darfour.

- Les États-Unis ont construit et continuent d'aider à maintenir 34 camps de l'AMIS, à entretenir leurs véhicules et leur matériel de communication, à former des troupes nigérianes et, en coopération avec l'OTAN, ont aidé à aéroporter des troupes rwandaises et à former des officiers de rang supérieur et moyen de l'Union africaine.

- La contribution des États-Unis se monte à environ 220 millions de dollars depuis 2004 et une rallonge a été demandée pour l'année budgétaire 2006 afin de continuer de financer l'AMIS.

- Les États-Unis soutiennent un rôle accru de l'OTAN en matière d'assistance à l'AMIS, notamment pour qu'elle améliore sa capacité de planification des opérations et de logistique, ainsi qu'en matière de ponts aériens.

- Dans le Sud-Soudan, les États-Unis ont contribué à hauteur de 132 millions de dollars à l'opération de maintien de la paix de l'ONU au Soudan (UNMIS) durant l'année budgétaire 2005, et à hauteur de 113 millions de dollars jusqu'ici durant l'année budgétaire 2006.

Les interventions des États-Unis à l'ONU

- Les États-Unis ont été le fer de lance des activités du Conseil de sécurité des Nations unies relatives au Soudan et au Darfour, prenant l'initiative de prôner une transition rapide de l'AMIS à une force plus étoffée de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que l'a réclamée l'Union africaine et que l'a notée le Conseil de sécurité dans sa Résolution 1663.

- Les États-Unis veulent que les auteurs du génocide soient punis et soutiennent l'application efficace de sanctions ciblées. Ils ne se sont pas opposés à ce que le Conseil de sécurité confie au Tribunal pénal international le jugement des crimes et atrocités commis au Darfour.

- Sous l'impulsion des États-Unis, le Conseil de sécurité a adopté des sanctions au titre de la Résolution 1591 contre quatre personnes responsables de crimes odieux contre le peuple du Darfour.

- Les États-Unis approuvent le déploiement en cours de forces de maintien de la paix de l'ONU au Sud-Soudan et appuient leur extension rapide au Darfour.

MME RICE ET LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La secrétaire d'État évoque le manque de liberté de la presse en Chine, au Zimbabwe, au Venezuela, en Russie et en Iran.

On trouvera ci-après le texte de la déclaration faite le 3 mai par la secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Déclaration de la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, à l'occasion de la 16e Journée mondiale de la liberté de la presse

Alors que les États-Unis célèbrent la Journée mondiale de la liberté de la presse, nous rendons hommage au courageux sacrifice que font les journalistes aux quatre coins du monde afin de rapporter les faits, même au prix de leur vie ou de leur liberté. Quotidiennement, des femmes et des hommes de cœur risquent le harcèlement, les mauvais traitements, la détention, l'emprisonnement, et même la mort pour vouloir simplement partager la vérité avec d'autres. Dans certains pays, le renforcement des lois sur la diffamation, la multiplication des conglomérats de presse, la restriction de la portée des moteurs de recherche sur l'Internet et la diminution des organes de presse indépendants ont eu pour résultat d'entraver la liberté de la presse.

En Chine, 62 internautes dissidents sont emprisonnés. Zhao Yan, un chercheur du New York Times, a été accusé de révéler des secrets d'État dans le cadre d'un

reportage sur les changements survenus aux plus hauts échelons du gouvernement chinois, publié en 2004 dans le New York Times. Bien que les accusations contre lui aient récemment été abandonnées, il n'a toujours pas été libéré. Au Zimbabwe, les forces de sécurité harcèlent de façon sélective, malmènent et arrêtent arbitrairement des membres des médias.

Au Venezuela, la conjugaison de nouvelles lois gouvernant la diffamation et le contenu des émissions diffusées par les médias, le harcèlement légal des journalistes et l'intimidation physique ont eu pour conséquences de restreindre la liberté de la presse et d'instituer un climat d'autocensure. En Russie, le gouvernement continue d'affaiblir l'indépendance des médias, notamment des principaux réseaux de télévision. En Iran, la liberté de la presse se détériore. Outre le fait qu'il harcèle et emprisonne des journalistes, le ministère de la culture iranien a ordonné la fermeture du quotidien « Asia », et interdit la publication d'un nouveau magazine féminin, « Nour-e Banovan ».

Les États-Unis continueront à promouvoir une plus grande liberté de la presse à l'échelle mondiale, mais il appartient à toutes les sociétés ouvertes d'inciter les gouvernements répressifs à donner aux médias leur liberté. Une presse indépendante est émancipatrice, elle expose la corruption, encourage la transparence et suscite la participation au processus politique. Sans elle, c'est toute la société qui souffre.

LE GOUVERNEMENT BUSH PEUFINIE SON PLAN DE LUTTE CONTRE UNE PANDÉMIE DE GRIPPE

Il souligne l'importance de la responsabilité individuelle

Par Charlene Porter

Rédactrice du « Washington File »

Washington - Le 3 mai, le gouvernement Bush a dévoilé un plan de grande envergure ordonnant à diverses agences fédérales de prendre plus de 300 mesures pour se préparer à une éventuelle pandémie de grippe.

Mme Frances Townsend, en qualité de conseillère pour la sécurité intérieure, a présenté ce train de mesures lors d'une conférence de presse tenue à la Maison-Blanche. Elle a tenu à souligner que la présence du virus très pathogène de la grippe aviaire dans plusieurs pays

d'Asie, d'Europe et d'Afrique ne constituait pas une pandémie humaine de la maladie. On ne peut pas prédire non plus de manière fiable si une telle pandémie est imminente, ou même si elle aura lieu, a-t-elle affirmé. Toutefois, le gouvernement, les entreprises, les écoles, les familles et les individus doivent être conscients de cette éventualité et s'y préparer.

Le plan exige notamment que les agences fédérales prennent des mesures très spécifiques en matière de sécurité et de protection des employés en cas d'épidémie. Elles doivent également concevoir un plan de maintien des opérations essentielles au cas où un nombre important d'employés seraient absents pour cause de maladie. La Maison-Blanche ordonne également aux agences fédérales de préparer un plan de communication pour expliquer leurs opérations en cas de crise.

C'est le plan du gouvernement fédéral. Mais, a souligné Mme Townsend, les conséquences d'une pandémie pourraient être si vastes - notamment des millions de gens malades - que chacun doit se préparer.

« Cela signifie que les actions individuelles sont sans doute l'élément le plus important de nos activités de préparation et de réaction. » Elle a précisé que le plan reposerait sur le bon sens des individus qui, si la maladie se déclarait dans leur ville, éviteraient d'aller dans les centres commerciaux ou annuleraient leurs vacances, par exemple.

Dans tout système fédéral où la constitution réserve certains pouvoirs et certaines responsabilités aux autorités locales, le gouvernement national est limité dans la façon dont il peut obliger d'autres instances à réagir à un événement quelconque, y compris une pandémie. Les autorités fédérales ont tout fait pour convaincre les organisations - tant publiques que privées - des États fédérés et des localités en organisant des dizaines de réunions visant à souligner la menace de pandémie et à exhorter à l'adoption de plans locaux de préparation.

Ces réunions ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays depuis l'annonce, en novembre 2005, d'une stratégie nationale de lutte contre la pandémie.

Stopper une pandémie

Le plan national de réaction à une pandémie de grippe comprend un élément international capital, parce que la propagation de la maladie aux États-Unis dépendra vraisemblablement de la mutation du virus dans un

autre pays. Mme Townsend a affirmé que les États-Unis étaient résolus à intervenir partout où cela serait nécessaire.

« Les éléments clés d'une réaction internationale comprennent d'abord des données épidémiologiques acceptées par tous comme déclenchant des mesures internationales de réaction et d'endiguement, des rapports rapides et honnêtes, l'échange d'échantillons, la mise en place d'équipes de réaction rapide, le stockage de produits nécessaires et un soutien logistique. »

Les États-Unis ont déjà engagé plus de 330 millions de dollars dans les efforts internationaux d'endiguement de la maladie dès sa première apparition chez l'homme. « Minimiser les possibilités de mutation du virus et aider d'autres pays à se préparer à faire face à une pandémie est une responsabilité mondiale et c'est également la première ligne de défense des États-Unis », a affirmé Mme Townsend.

En septembre 2005, aux Nations unies, M. Bush a annoncé des partenariats internationaux visant à faciliter la prise de conscience du danger et à rassembler des ressources pour l'endiguement de la maladie. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds se sont engagés à consacrer deux milliards de dollars à ces efforts.

Comme on lui demandait si les États-Unis fermeraient leurs frontières si une pandémie humaine se déclarait à l'étranger, Mme Townsend a répondu qu'une telle action serait sans doute inefficace et difficile à appliquer, étant donné le volume quotidien de passages de personnes, de biens et de services aux frontières des États-Unis.

« Il y a un créneau, au tout début d'une pandémie, où une telle mesure peut être efficace non pas pour stopper l'arrivée du virus, mais pour nous donner le temps de ralentir la propagation de la pandémie. Nous envisageons l'observation des passagers au niveau du départ, durant le vol et à l'arrivée. » Elle a précisé que ce genre de décision serait pris après consultation des partenaires internationaux des États-Unis.

La nouvelle stratégie de mise en œuvre n'aborde pas la distribution de vaccins et de médicaments antiviraux, a précisé Mme Townsend, parce que ces décisions ne peuvent pas être prises de manière hypothétique.

Refusant de répondre à plusieurs questions exprimant des doutes, elle a préféré attirer l'attention sur les « remarquables progrès » réalisés au cours des derniers mois.

« L'une des mesures annoncées dans le plan est l'accroissement de 20 % du Corps médical de réserve, un programme local de bénévolat du personnel médical. Cela signifie qu'en 2006, nous sommes passés de 350 à 450 sections. Cet objectif était annoncé dans le projet de plan dévoilé au début de 2006, et le Corps l'a déjà atteint. »

Le gouvernement Bush avait demandé au Congrès de réserver sept milliards de dollars au titre de la préparation à une pandémie nationale et internationale mais, à ce jour, les législateurs n'ont autorisé que la moitié de cette somme. Mme Townsend a affirmé que le gouvernement allait continuer d'exhorter le Congrès à augmenter les dépenses dans ce domaine durant l'actuel cycle budgétaire et dans les années à venir.

ESSAI CONCLUANT D'UN VACCIN CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE

Des souris et des furets vaccinés n'ont pas succombé à la souche H5N1 du virus.

Par Cheryl Pellerin
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Un vaccin dont la mise au point a été financée par l'Institut national de la santé (NIH) a protégé des souris et des furets du virus mortel de la grippe aviaire.

C'est la société californienne Vical qui a mis au point le vaccin, et c'est un maître de recherche de l'hôpital Saint-Jude du Tennessee qui a dirigé l'étude, selon un communiqué de presse publié par cette institution le 2 mai.

Les conclusions de ces essais, associées aux résultats d'études précédentes qui avaient abouti à une protection contre des souches multiples du virus de la grippe, permettent de penser qu'un tel vaccin pourrait protéger les êtres humains contre de multiples variantes des virus de la grippe aviaire, a déclaré M. Richard Webby, de l'hôpital Saint-Jude.

Les experts et les responsables de la santé publique craignent en effet qu'une mutation du H5N1 ne déclenche une pandémie humaine.

Dans l'étude en question, les chercheurs ont utilisé 16 souris et 6 furets dans chaque groupe de contrôle et deux versions du vaccin fondé sur l'ADN mis au point par Vical.

L'un des vaccins ciblait trois protéines virales : NP, M2 et H5.

Normalement, NP et M2 ne mutent pas rapidement (on dit qu'elles sont « conservées ») et sont lentes à éviter les réactions immunitaires déclenchées par le vaccin.

H5 est une protéine mutante (« variable ») de la surface des virus aviaires et humains de la grippe. Sans elle, le virus ne peut pas infecter les cellules. La protéine H5 mute facilement et peut donc éviter les réponses immunitaires déclenchées naturellement ou par un vaccin.

L'autre vaccin utilisé dans cette étude contenait uniquement les protéines NP et M2.

Le vaccin à trois éléments (H5, NP et M2) a complètement protégé les souris du virus H5N1 très virulent de la grippe aviaire.

D'autres études ont montré qu'une version du vaccin contenant seulement les éléments NP et M2 offraient une protection non négligeable contre plusieurs souches de gripes humaines et contre la souche H5N1 de la grippe aviaire.

« En stimulant la réponse immunitaire contre des cibles presque non mutantes, le vaccin pourrait déclencher une défense immunitaire contre un large éventail de versions du virus. »

Même si le virus de la grippe aviaire mute pour s'adapter à l'homme, a ajouté M. Webby, la protection croisée permettrait au système immunitaire de repérer et d'attaquer la nouvelle variante du virus.

« Nous n'aurions pas à attendre la mutation du virus d'origine pour commencer à mettre au point un nouveau vaccin », a-t-il ajouté, ce qui devrait être fait maintenant si le virus aviaire devenait transmissible à l'homme, mutation qui pourrait déclencher une pandémie.

L'équipe de M. Webby a montré que toutes les souris et tous les furets qui avaient reçu le vaccin avaient survécu à la souche H5N1 du virus ; les animaux qui avaient reçu un placebo sont morts.

Le vaccin a également empêché l'amaigrissement chez tous les animaux infectés par le virus virulent. Ceci laisse à penser que le vaccin pourrait également protéger les êtres humains des graves effets de la grippe.

ENSEMBLE, LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ LUTTENT CONTRE LE PALUDISME

En combinant leurs ressources, ils obtiennent de bons résultats

En Afrique subsaharienne, plus de deux millions de personnes meurent chaque année des effets du paludisme. La plupart des victimes sont des femmes enceintes et des enfants âgés de moins de cinq ans. Au Mali, par exemple, le paludisme tue plus de jeunes enfants que n'importe quelle autre maladie.

L'usage de moustiquaires imprégnées d'insecticide est l'une des méthodes les plus efficaces pour prévenir le paludisme. Les études auxquelles on se livre depuis le début des années 1990 montrent que leur utilisation a entraîné une diminution de 45 % des cas de paludisme aux symptômes aigus, de 42 % les naissances prématurées, et de 20 % toutes les causes de mortalité infantile. Pour être en mesure de protéger les populations les plus menacées par le paludisme, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il faut disposer chaque année de 32 millions de moustiquaires traitées avec des insecticides, mais ceux qui n'ont pas accès à ces moustiquaires ou qui n'ont pas les moyens financiers de les acheter sont nombreux.

L'Alliance NetMark représente un investissement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) de durée limitée qui vise à réduire le fardeau que constitue le paludisme en Afrique sub-saharienne en accroissant l'offre commerciale de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Cette alliance rassemble des partenaires commerciaux internationaux et africains, des organisations sans but lucratif et le ministère de la santé de divers pays, de façon à renforcer les capacités commerciales locales et de satisfaire la demande de moustiquaires. L'Alliance a permis aux ressources limitées offertes par les pays donateurs d'acheter des moustiquaires pour ceux qui n'en avaient pas les moyens. Cette démarche repose sur une stratégie coor-

donnée de segmentation du marché, laquelle comporte notamment un vaste programme de coupons rabais en liaison avec la société ExxonMobil.

La promotion des moustiquaires a encouragé beaucoup de gens à obtenir des soins médicaux pour leur famille. Au Mali, davantage de femmes enceintes assistent désormais à des ateliers portant sur les soins prénataux et les parents s'intéressent de plus près à la vaccination de leurs enfants. Si cette tendance se poursuit, les effets bénéfiques sur la santé des familles seront multipliés. Une quarantaine de partenaires commerciaux a investi plus de 18 millions de dollars pour établir un marché durable de moustiquaires en Afrique. Depuis 2002, le nombre des personnes qui dorment sous des moustiquaires a augmenté de 15 millions dans les pays où le programme NetMark est en vigueur. Les moustiquaires traitées coûtent à l'heure actuelle 75 % moins cher que les moustiquaires non traitées coûtaient en 2000.

« L'Afrique contribue de façon importante à l'économie mondiale reposant sur l'énergie, mais des maladies telles que le paludisme continuent à ravager la santé des Africains. Par le biais de notre Initiative en faveur de la santé en Afrique et en ayant recours à des fournisseurs de services tels que NetMark, nous œuvrons en vue de réduire les effets de cette maladie dévastatrice », a fait valoir M. Rex Tillerson, président de la société ExxonMobil.

« Sans ce programme, je n'aurais jamais été en mesure d'acheter une moustiquaire. Maintenant, je n'ai plus de problèmes pour dormir et mes enfants ne sont plus ennuyés par les piqûres de moustiques », a souligné une nouvelle maman du Mali, Mme Rakiatou Touré.

LA DIPLOMATIE PUBLIQUE EST LA CLÉ DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Résumé des propos de Mme Karen Hughes au Congrès

Washington - Dans la guerre contre le terrorisme, la diplomatie publique est absolument essentielle pour gagner la bataille des idées, a affirmé la sous-secrétaire d'État à la diplomatie et aux affaires publiques, Mme Karen Hughes, le 3 mai.

Lors d'une déposition devant une sous-commission de la Chambre des représentants, elle a affirmé qu'elle menait un effort de diplomatie transformatrice sur plusieurs fronts afin de remporter cette lutte.

Il s'agit, a-t-elle précisé dans son allocution liminaire, d'une stratégie globale fondée sur trois objectifs :

- Offrir aux peuples du monde entier une vision positive de l'Amérique, une vision fondée sur la foi de notre pays dans la liberté, la justice, les possibilités et le respect de tous.
- Isoler et marginaliser les extrémistes violents, et contrecarrer leur idéologie de tyrannie et de haine.
- Stimuler, dans le monde entier, un sentiment de communauté de valeurs et d'intérêts entre les Américains et les peuples de différentes cultures et de différentes religions.

« Les valeurs que nous respectons sont universelles », a affirmé Mme Hughes. « Elles s'adressent à tous les êtres humains et nous cherchons à les promouvoir, avec d'autres nations et d'autres peuples, dans un esprit de coopération et de respect. »

Selon elle, la mise en œuvre de cette diplomatie formatrice est en train de « changer fondamentalement la façon dont nous agissons » dans six domaines spécifiques :

- Les programmes qui marchent reçoivent plus de fonds et deviennent plus efficaces. Ainsi, les programmes d'échanges internationaux recevront 70 millions de dollars de plus durant l'année budgétaire en cours, et le président Bush a demandé une attribution budgétaire supplémentaire de 48 millions de dollars pour l'année budgétaire 2007. « Les gens qui visitent l'Amérique se font leur propre opinion de nous et rentrent presque toujours chez eux avec une conception beaucoup plus positive de notre pays. »
- Les communications du gouvernement s'améliorent. Tous les membres du cabinet, les ambassadeurs, les chefs militaires et les responsables de la diplomatie publique reçoivent désormais un résumé quotidien des nouvelles internationales les plus importantes, ainsi que la réaction officielle des États-Unis à ces événements. Les porte-parole du département d'État sont également déployés dans des endroits choisis en fonction des médias régionaux afin de transmettre le message des États-Unis lors de la diffusion des nouvelles locales.
- Les spécialistes de la diplomatie publique aident à façonner la politique. Chacun des six bureaux régionaux du département d'État est maintenant doté d'un sous-secré-

taire d'État adjoint à la diplomatie publique qui influence les décisions de façon importante.

- De nouveaux partenariats se forment. On a créé un bureau interne chargé de tendre la main au secteur privé et de promouvoir la coopération entre les secteurs public et privé.
- Le département d'État est en train d'améliorer son utilisation des techniques de communication par le biais de l'Internet. « Democracy Dialogues » est une page Web interactive (en anglais) qui vise à stimuler la discussion sur divers aspects de la démocratie. « Partnership for a Better Life », un autre site Web (en anglais) relate l'histoire de personnes qui ont fait l'expérience de la façon dont les États-Unis aident des peuples du monde entier à améliorer leur vie par le truchement de l'aide au développement.
- Les États-Unis œuvrent à rendre le terrorisme illégitime. On a demandé aux ambassadeurs des États-Unis de mettre à profit les rassemblements oecuméniques dans les pays où ils sont en poste pour souligner le fait que toutes les grandes religions du monde enseignent le caractère sacré de la vie humaine. « Le meurtre délibéré d'innocents n'est jamais juste, quelle que soit la légitimité de la cause invoquée », a affirmé Mme Hughes.

« Je crois que nous devons traiter le terrorisme comme l'esclavage : en faire un paria international. »

À NOTER:

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

<http://geneva.usmission.gov/>

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"